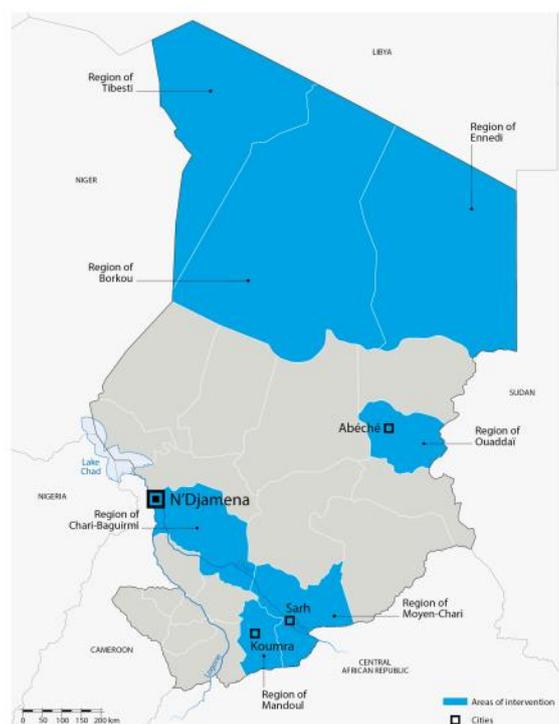




Chad



MANDAT

Au Tchad, Handicap International intervient pour améliorer les conditions de vie et l'intégration sociale et économique des personnes vulnérables, dont les personnes handicapées, les victimes de mines et de restes explosifs de guerre (REG). L'association concentre ses actions dans les secteurs du déminage (notamment celui de la prévention des risques d'accident), de l'assistance aux victimes et de l'inclusion.

SITUATION

Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a été le théâtre d'une invasion par la Libye (1973) et de 30 ans de conflits internes, à l'origine de la présence de mines et de restes explosifs de guerre dans neuf régions du pays. 334 zones, habitées par des dizaines de milliers de personnes¹, essentiellement dans le Nord et l'Est du pays, sont encore considérées comme dangereuses. Les engins explosifs empêchent d'accéder librement à des zones habitées, à des routes, à des pâturages, à des points d'eau, et freinent considérablement le développement économique des régions touchées.

La sécurité aux frontières avec le Darfour et la République centrafricaine reste fragile. Les affrontements au Soudan, l'instabilité de la Libye, les exactions de l'organisation terroriste Boko Haram dans la région du Lac aggravent la situation humanitaire déjà complexe. Si les besoins humanitaires au Tchad restent méconnus, on estime que plus de 2,3 millions de personnes (soit 20 % de la population) ont besoin d'une assistance d'urgence et que plus de 100 000 personnes déplacées se trouvent dans le Bassin du Lac Tchad². Le Tchad souffre d'un sous-financement chronique de l'aide humanitaire et au développement alors qu'il est le 9ème pays au monde pour l'accueil des réfugiés.

DÉBUTS

Handicap International a été présente au Tchad à plusieurs reprises entre 1982 et 2000. Les activités menées à cette époque étaient principalement en lien avec la réadaptation physique. En 2001, l'association a publié le *Landmine Impact*

Survey (étude nationale sur l'impact socio-économique des mines/REG au Tchad) qui fait encore référence aujourd'hui. En 2010-2011, elle a conduit un programme de renforcement des capacités dans le secteur du déminage qui a permis la définition du Plan d'action national d'assistance aux victimes.

En octobre 2014, Handicap International a ouvert une nouvelle mission au Tchad pour quatre ans dans le cadre du Projet d'appui au secteur du déminage (PADEMIN) financé par l'Union européenne (UE).

EFFECTIFS

- **Personnel national : 30**
- **Personnel expatrié : 7**

DONNÉES CLES

Indice de développement humain (IDH) *	0,372
PIB / Habitant (USD) **	1 188
Superficie (km ²)	1 284 000
Espérance de vie *	51,18
Langues officielles	Arabe, français

Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH)	Signée (2012)
Traité d'Oslo contre les bombes à sous-munitions	Ratifié (2013)
Traité d'Ottawa contre les mines	Ratifié (1999)

*Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

**Direction générale du Trésor du Tchad

¹ Chiffres issus de l'évaluation (2010-2012) ayant donné lieu au Plan d'action national 2014-2019 du Centre national de déminage (CND) et des données disponibles à fin mai 2014.

² Source : Bureau de la coordination des affaires humanitaire (OCHA), mai 2016.



Soutien au secteur du déminage au Tchad

OBJECTIF

Réduire la pauvreté et promouvoir le développement social et économique de la société tchadienne en améliorant l'accès aux terres des communautés touchées par la présence des mines et des restes explosifs de guerre, et en soutenant les opérations de déminage.

METHODE

- Conduite d'enquêtes non-techniques et éducation aux risques dans les zones contaminées du Sud du Tchad et le Borkou (Nord)
- Appui technique et accompagnement du Centre national de déminage (CND) sur les processus d'assurance et de contrôle qualité d'opérations de déminage et d'enquêtes conduites dans le Nord du pays
- Appui technique et accompagnement du CND sur les processus de remise à disposition des terres
- Formation et renforcement des capacités techniques du CND

BENEFICIAIRES

Communautés vivant à proximité de zones dangereuses, soit environ 50 000 personnes.
70 agents du CND profitant d'un appui technique et de formations.

PARTENAIRES

Projet mené en partenariat avec Mines Advisory Group (MAG) et le Centre national du déminage (CND).

LOCALISATION

- Régions du Nord : Borkou, Ennedi, Tibesti (BET) ;
- Régions du Sud : Moyen-Chari, Mandoul et Chari-Baguirmi.



Assistance aux victimes pour un développement inclusif et durable

OBJECTIF

Améliorer les conditions de vie et l'intégration sociale des personnes victimes de mines et de restes explosifs de guerre, et autres personnes handicapées.

METHODE

- Formation des acteurs de l'assistance aux victimes et du handicap (CND, ministères et autorités, organisations internationales et société civile) ;
- Mise à jour du Plan d'action national d'assistance aux victimes ;
- Mise en place d'un système pilote d'identification, de référencement et d'accompagnement des victimes de mines/REG et autres personnes handicapées dans le Borkou et l'Ouaddaï ;
- Soutien au secteur de la réadaptation physique au niveau national ;
- Formation destinée à la société civile dans le domaine du plaidoyer et de la sensibilisation à l'assistance aux victimes et aux droits des personnes handicapées.

BENEFICIAIRES

- Au moins 4 200 personnes seront ciblées pour des activités de sensibilisation
- Au moins 600 personnes handicapées et victimes de mines/REG seront identifiées et référencées
- Membres du Centre national de déminage et ses antennes régionales
- Direction nationale pour la réinsertion des personnes handicapées et ses antennes régionales
- Membres du ministère de la Santé et ses agents sociaux
- Association des professionnels de l'orthopédie et de rééducation du Tchad (APOST)
- Centre national d'appareillage et de rééducation (CNAR)
- 20 associations de victimes de mines/REG et de personnes handicapées
- 3 étudiants en kinésithérapie

PARTENAIRES

Centre national de déminage

LOCALISATION

Ville de N'Djamena, régions du Borkou, de Tibesti et du Ouaddaï.



Éducation inclusive au bénéfice des enfants vulnérables, dont les enfants handicapés

OBJECTIF

Améliorer l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants touchés par la crise du Lac Tchad, en priorité les plus vulnérables (dont les enfants handicapés).

METHODE

- Mise en place dans les écoles de la région et par le biais des associations d'un mécanisme à base communautaire d'identification, d'orientation et de d'accompagnement des enfants fragilisés par leur exclusion du système scolaire et de la vie sociale, en particulier les enfants handicapés
- Sensibilisation des enseignants à l'éducation inclusive, notamment aux techniques de psychopédagogie et d'enseignement différencié
- Sensibilisation de tous les acteurs (enfants, parents, communauté, personnel de l'Education nationale, autres services techniques de l'Etat) au processus de production du handicap et à l'inclusion
- Mise en place d'activités ludiques favorisant la participation sociale de tous, en particulier des enfants vulnérables
- Développement et diffusion de matériels pédagogiques (bandes dessinées, posters, dépliants, sacs, casquettes, stylos, etc.) supportant les messages d'éducation formelle inclusive

BENEFICIAIRES

- Au moins 55 enfants vulnérables, dont des enfants handicapés, et leurs parents
- Personnel de l'Education nationale : enseignants, directeurs, inspecteurs, conseillers pédagogiques
- Membres de la communauté
- Déplacées internes et réfugiés
- Délégation régionale de l'action sociale (DRAS)

PARTENAIRES

- Délégation régionale de l'éducation nationale (DREN)
- Délégation régionale de l'action sociale (DRAS)
- Cooperazione Internazionale (COOPI)

LOCALISATION

Sous-préfecture de Bol, région du Lac



Education aux risques liés aux engins non explosés dans la région du Lac

OBJECTIF

Assurer la sécurité des populations de la région du Lac, en particulier des déplacés et des réfugiés, grâce à une meilleure connaissance des risques liés à la présence d'engins non explosés (mines, restes explosifs de guerre et engins explosifs improvisés) et des comportements sûrs à adopter.

METHODE

- Organisation de sessions d'éducation aux risques auprès des enfants et des communautés
- Identification, formation et suivi de points focaux communautaires (PFC), dont les enseignants et enseignants communautaires, afin qu'ils puissent délivrer des sessions d'éducation aux risques de qualité aux communautés et enfants ciblés
- Sensibilisation des acteurs de l'aide humanitaire et des services techniques de l'Etat aux risques liés aux engins non explosés
- Développement et diffusion d'outils de sensibilisation aux risques des engins non explosés (brochures, affiches, t-shirts, casquettes, stylos, cahiers, sacs à dos, etc.)
- Collecte de données à base communautaire pour recenser les victimes, les accidents et toutes preuves de présence de mines, restes explosifs et engins explosifs improvisés afin de déterminer les zones dangereuses

BENEFICIAIRES

- Au moins 15 000 personnes (population hôte, réfugiés, déplacés) dont environ 60 % d'enfants ;
- Personnels des organisations locales, internationales et non gouvernementales délivrant de l'aide dans la région ;
- Services techniques de l'Etat.

PARTENAIRES

- Centre national de déminage (CND)

LOCALISATION

Sous-préfectures de Bol et de Baga Sola, région du Lac

PRINCIPAUX BAILLEURS

<p>Commission européenne - International Cooperation and Development (DEVCO)</p> 	<p>Commission européenne - Humanitarian Aid and Civil Protection (ECHO)</p> <p>EUROPEAN COMMISSION</p>  <p>Humanitarian Aid and Civil Protection</p>	<p>UNICEF</p> 
---	--	--